

---

**1<sup>ère</sup> convention nationale  
de présentation du projet  
2012**

---

**« LE RENDEZ-VOUS DU COURAGE »**

Protéger et préparer l'avenir  
des enfants de France



## SOMMAIRE

1. *Mieux valoriser notre première richesse : le talent des femmes et des hommes* \_\_\_\_\_ 5
2. *2012-2017, le quinquennat des PME conquérantes* \_\_\_\_\_ 7
3. *Développer nos filières d'excellence* \_\_\_\_\_ 8
4. *Réaffirmer l'équilibre des droits et des devoirs au cœur de notre modèle social* \_\_\_\_\_ 9

*Nous vivons un changement d'époque.* La donne planétaire a été complètement bouleversée en quelques années. Par la mondialisation. Par le développement des nouvelles technologies et de la finance. Par les évolutions démographiques et géopolitiques. Par les risques environnementaux... De nouvelles puissances ont émergé au cours des dernières décennies et pour la première fois depuis des siècles, ce n'est plus l'Occident qui porte la dynamique mondiale.

La crise qui frappe l'Europe depuis 2008 est le révélateur brutal de ce changement d'époque. Dans tous les pays européens, la croissance a marqué le pas, le chômage a augmenté, l'endettement public a explosé. La confiance dans l'avenir s'est fragilisée.

Un nouveau siècle s'ouvre : il est porteur de menaces et de dangers. Mais aussi de renouveau et d'espérance. Entre un lent déclin ou une reconstruction enthousiasmante, tous les pays sont confrontés au même défi historique et la France a tous les atouts pour le relever avec succès.

A une condition : nous devons tout faire pour préparer et protéger l'avenir de nos enfants. C'est le fil rouge du projet que porte l'UMP pour le prochain quinquennat.

Oui, il y a un chemin de réussite pour la France au 21<sup>ème</sup> siècle. Un chemin de réussite pour les enfants de France, qui ne laisse personne sur le bas-côté. Un chemin de réussite qui permettra à notre nation de rester maître de son destin, en conjuguant audace et fidélité à nos valeurs.

*Les Français exigent la vérité !* Cinquième puissance mondiale, la France a déjà conduit des efforts importants pour se moderniser. Des réformes majeures ont permis de protéger les Français face à la crise et, grâce à l'action courageuse du Président de la République, au cœur de la tourmente, nous avons évité le pire.

Mais nous n'avons pas encore tiré toutes les conséquences d'une concurrence mondiale de plus en plus forte. Pour continuer à financer notre modèle social, depuis trente ans, nous avons dépensé plus que ce que l'on gagnait. Avec la crise, nous arrivons dans une impasse. Le spectre de la situation grecque hante l'Europe. Les Français en sont pleinement conscients. Ils ne veulent pas qu'on leur mente avec des promesses intenable. Ils attendent que les responsables politiques leur disent la vérité !

Poursuivre la spirale de l'endettement public :

- c'est perdre notre indépendance en mettant la France sous la coupe des marchés financiers,
- c'est sacrifier les générations à venir en ruinant notre modèle et en leur faisant payer la facture,
- c'est étouffer le projet européen alors-même que notre continent n'a jamais eu autant besoin d'unité pour peser face aux autres grandes puissances régionales.

Cela ne veut pas dire qu'il faut abandonner notre modèle, basé sur un équilibre entre la prospérité, la qualité de vie et la justice sociale. Nous sommes attachés à ce modèle qui met l'homme au centre de toutes les préoccupations. Mais pour le sauver, nous devons le financer autrement : **par les richesses que nous créons et non plus par les dettes que nous contractons.**

**Tout au long du prochain quinquennat, il faut donc produire plus et dépenser moins pour tenir notre objectif d'un déficit de l'Etat nul en 2016. C'est le rendez-vous du courage !**

L'exemple de notre voisin allemand montre que ce défi est à portée de main. Grâce à 15 ans de réformes structurelles, l'Allemagne a un modèle de croissance fondé sur l'exportation et l'innovation, qui permet de profiter de la forte croissance mondiale, au lieu de pâtir de la mondialisation.

**PRODUIRE PLUS EN FRANCE :**

**Nous proposons pour la France un nouveau modèle de croissance, qui fait du « made in France » une marque aussi reconnue que le « made in Germany », qui met le travail et l'emploi, la production, le talent des femmes et des hommes au centre de l'activité économique, plutôt que la rente, l'assistanat ou la spéculation. Cette nouvelle croissance s'inscrit dans une dynamique de développement durable et d'innovation continue.**

**AFFIRMER L'EQUILIBRE DES DROITS ET DES DEVOIRS :**

**Nous proposons pour la France un équilibre de droits et de devoirs renforcé, afin de répartir équitablement les efforts et de préserver notre modèle social.**

**DEPENSER MOINS :**

**Nous proposons pour la France un retour à l'équilibre des finances publiques : chaque nouvelle dépense publique doit être compensée par des économies au moins équivalentes en contrepartie. Le projet que nous proposons pour la France « coûte » 0€.**

***Avec l'UMP, la France est au rendez-vous du courage***

- ✓ Le courage, c'est de travailler plus et mieux pour valoriser notre première richesse : le talent des Français
- ✓ Le courage, c'est de faire du prochain quinquennat celui des PME conquérantes
- ✓ Le courage, c'est de développer nos filières d'excellence à l'échelle mondiale
- ✓ Le courage, c'est de réaffirmer l'équilibre des droits ET des devoirs au cœur de notre modèle social.
- ✓ Le courage, c'est de réformer l'Etat, les collectivités et la sécurité sociale pour dépenser moins et servir mieux les Français.
  - Le courage : la seule réponse efficace contre le chômage.
  - Le courage : une relance véritable du pouvoir d'achat.
  - Le courage : au service de la justice sociale et de l'égalité des chances.

## 1. MIEUX VALORISER NOTRE PREMIERE RICHESSE : LE TALENT DES FEMMES ET DES HOMMES

Nous avons moins de matières premières que d'autres régions du monde. Notre principale richesse, ce sont les femmes et les hommes, leur travail.

Pourtant, le talent des Françaises et des Français est entravé par des blocages qui sont la cause d'un chômage important. **Il faut transformer notre rapport au travail. Travailler plus est inévitable. Travailler mieux est nécessaire.**

### 1. Pour créer des emplois en France, il faut sortir des 35h, en inventant une nouvelle démocratie sociale.

Les partenaires sociaux ont mis en évidence que nous travaillons beaucoup moins que dans les autres pays européens et développés. Pour créer plus de richesses dans notre pays et assurer le financement de notre modèle social, nous devons travailler plus.

L'action du gouvernement a été constante dans ce domaine depuis 2007, avec la réforme des retraites et l'assouplissement des 35 heures.

Nous devons aujourd'hui franchir une nouvelle étape et inciter les employeurs et les employés à ouvrir des négociations sur le temps de travail, sans remettre en cause la durée légale du travail de 35 heures. Dans le secteur privé, ces négociations auront lieu au niveau des branches, ou à défaut des entreprises : l'organisation du travail ne peut pas être uniforme sur le territoire. Dans le secteur public, des négociations seront ouvertes dans chacune des fonctions publiques.

Nous souhaitons donc inciter les partenaires sociaux à ouvrir des négociations par branche sur l'organisation du travail dès 2012. Nous inciterons chacun à ouvrir ces négociations et à aboutir à un accord en modulant les exonérations de charges en fonction de l'avancée des négociations.

Par ailleurs, nous maintiendrons le régime d'exonération fiscale et de charges sociales sur les heures supplémentaires, sur la base de la durée du travail définie dans le cadre de la négociation collective.

### 2. Pour créer des emplois en France, il faut alléger le coût du travail

Nous voulons conserver notre modèle de protection sociale, mais nous devons refonder son financement pour qu'il ne pèse plus uniquement sur le travail et donc sur la création d'emploi et la compétitivité de nos entreprises.

Les allocations familiales relèvent d'une politique publique universelle qui n'est pas liée à l'emploi. A terme, ces prestations doivent donc être financées par la fiscalité générale et non comme aujourd'hui par les cotisations sociales.

Nous proposons donc un transfert sur 5 ans des allocations familiales vers une fiscalité anti-délocalisation, en France et plus largement en Europe, c'est-à-dire une fiscalité qui rétablit des conditions de concurrence économique, sociale et environnementale équitables.

### **3. Pour créer des emplois en France, il faut davantage miser sur la formation professionnelle**

**Si le capital humain est notre première richesse, alors on ne peut pas le considérer comme une variable d'ajustement !** On doit mettre la formation professionnelle au cœur de nos décisions d'investissement.

- Nous souhaitons que l'apprentissage et l'alternance deviennent le chemin privilégié vers l'emploi
  - Nous voulons porter à un million le nombre des apprentis sur 5 ans. Pour ceux qui le souhaitent, nous leur donnerons la possibilité d'entrer dans l'apprentissage dès 14 ans mais également de revenir dans l'enseignement général. A cet effet, nous développerons les classes « métiers-études » dans le cadre du collège pour tous.
  
- Nous souhaitons concentrer la formation continue sur ceux qui en ont le plus besoin
  - Nous voulons attribuer à chacun un compte individuel de formation dont le capital de départ serait inversement proportionnel à la formation initiale, afin qu'un salarié puisse bénéficier d'une formation tout au long de la vie, surtout lorsqu'il a une formation initiale courte.

**Mais tout cela n'a de sens que s'il existe des entreprises qui créent de l'emploi en France...**

## 2. 2012-2017, LE QUINQUENNAT DES PME CONQUÉRANTES

En France, nous sommes champions du monde des entreprises unipersonnelles et nous avons d'excellents leaders mondiaux.

- **D'une part, les fleurons français du CAC 40 sont très bien intégrés dans la mondialisation.** Maintenir les centres de décision et de recherche en France est un enjeu essentiel – c'est tout l'intérêt du crédit impôt recherche - mais ce n'est pas suffisant pour produire plus sur le sol français.
- D'autre part, nous avons des millions de toutes petites entreprises. L'auto-entrepreneuriat est, par exemple, une excellente avancée, qui favorise l'esprit d'entreprise des Français.
- Entre les deux, nous manquons d'entreprises de taille intermédiaire qui embauchent, exportent et innovent.

**Après des politiques publiques centrées sur la création d'entreprises, il faut donc mettre la priorité sur le développement d'Entreprises de Taille Intermédiaire. C'est sur elles que nous devons concentrer nos efforts ! Parce que ce sont elles qui embauchent, qui exportent et qui innovent.**

**Le développement des PME doit devenir la colonne vertébrale de notre politique économique.** Il s'agit de tout repenser en fonction de cette question : « est-ce oui ou non favorable au développement de nos PME conquérantes ? ».

**Pour que nos PME se développent, pour créer un « Mittelstand » à la française, il faut des capitaux, des hommes, de l'innovation ET l'appui des grandes entreprises et l'appui du politique.**

- **Nous voulons supprimer le principal frein à l'emploi dans les PME: les effets de seuil sociaux.**
- **Nous voulons faciliter le financement des PME :**
  - Par l'autofinancement, en modulant l'impôt sur les sociétés en fonction des stratégies de croissance,
  - Par le crédit, en s'assurant que nos banques financent notre économie,
  - Par les fonds propres, notamment avec des Fonds d'investissement spécialisés par filière et adossés en régions à des pôles de compétitivité.
- **Nous souhaitons un *Small Business Act* européen qui réserve une part des marchés publics européens aux PME.**
- **Nous voulons attirer les talents dans les PME, grâce aux groupements d'employeurs et aux prêts de main d'œuvre entre PME et grands groupes.**
- **Nous voulons développer des stratégies exportatrices et des « filières export » associant TPE, PME et grands groupes.**

- **Nous voulons aider les PME à développer des brevets : le premier dépôt de brevet doit être gratuit pour les PME.**
- **Nous souhaitons simplifier les procédures des PME en mettant en place un guichet unique.**

### 3. DEVELOPPER NOS FILIERES D'EXCELLENCE

- Nous voulons encourager nos entreprises à **innover pour monter en gamme pour faire du « made in France » une marque aussi reconnue que le « made in Germany »**
  - Nous souhaitons pérenniser le **crédit-impôt-recherche** tel qu'il existe aujourd'hui
  - Nous voulons **mieux valoriser la recherche publique** en favorisant les liens entre les universités et les entreprises et en intéressant les chercheurs publics aux retombées financières de leurs découvertes
- Nous voulons développer des filières d'excellence, et notamment :
  - **Filière agroalimentaire** : nous souhaitons réaffirmer l'indépendance et la sécurité alimentaire de la France et de l'Europe alors que les produits agricoles ne sont pas des biens comme les autres.
  - **Filière verte** : nous souhaitons que la France fasse partie des leaders mondiaux des équipements industriels liés aux énergies renouvelables, en mobilisant la recherche publique et la commande publique.
  - **Filière médicale** : nous voulons poursuivre la dynamique engagée par les investissements d'avenir et les plans de santé publique.
  - **Filière numérique** : nous souhaitons agir à la fois sur l'écosystème, la formation, le développement de l'accès et de nouveaux services. En particulier, nous souhaitons rapprocher à 2020 la date à laquelle tout le territoire sera équipé en Internet à très haut débit.
- Nous voulons continuer à faire profiter nos entreprises d'une énergie sûre et à coût réduit.
  - Nous souhaitons **confirmer le choix du nucléaire**, dans le respect de normes de sûreté très strictes.
  - Nous souhaitons également confirmer les engagements pris par la France concernant le **développement des énergies renouvelables : passer à 23% de notre mix énergétique en 2020.**
  - Enfin, dans une logique de rééquilibrage à terme de notre *mix* énergétique, nous souhaitons **équilibrer les efforts de recherche** entre le nucléaire et les énergies renouvelables.

## 4. REAFFIRMER L'EQUILIBRE DES DROITS ET DES DEVOIRS AU CŒUR DE NOTRE MODELE SOCIAL

**La France a le modèle social le plus généreux des pays de l'OCDE** : chaque année, 30% de la richesse produite est consacrée à la protection sociale. Grâce à cette solidarité, les inégalités sont moins fortes que dans la plupart des autres pays européens et les Français ont moins souffert de la crise. Nous sommes totalement attachés à la défense de notre modèle de solidarité.

Face au poids de la dette qui nous oblige à réduire les dépenses publiques, en sortie de crise, il faut réformer notre modèle si nous voulons le transmettre à nos enfants.

**Nous souhaitons que la protection sociale soit fondée sur les droits et les devoirs de chacun**, et que l'on passe **d'une logique d'assistance à une logique de responsabilité**.

Nous souhaitons améliorer notre modèle social pour qu'il lutte plus efficacement contre la 1<sup>ère</sup> inégalité sociale : le chômage.

Pour « humaniser » notre modèle social, il faut aussi **sortir de la logique de guichet pour entrer dans une démarche de suivi et d'accompagnement des personnes**, en tenant compte de la réalité des situations de chacun.

Nous engagerons une **lutte déterminée contre la fraude** et nous ne tolérerons pas que certains se placent dans la position du passager clandestin. Nous ferons une transparence totale sur le versement des aides et leur contrôle.

Enfin, nous pensons que **les revenus du travail doivent toujours être supérieurs aux revenus issus de la redistribution**.

Lorsque l'UMP met en cause l'assistantat, elle ne vise pas les bénéficiaires de la solidarité nationale. Elle vise une préférence française pour l'indemnisation passive, plutôt que pour une aide active à l'insertion.

Cette préférence n'est pas d'abord le résultat d'un choix individuel des titulaires de minima sociaux qu'il faudrait montrer du doigt – les abus existent mais ils ne sont pas une généralité. Nous refusons toute stigmatisation. Cette préférence est la conséquence d'un choix collectif, dont la gauche est largement responsable : il est plus facile de verser une allocation sans contrepartie ni accompagnement en « achetant » ainsi le silence des personnes concernées – c'était le cas du RMI – plutôt que de créer un environnement porteur incitant fortement les allocataires à reprendre une activité.

Nous voulons créer cet environnement, qui repose sur les droits et les devoirs, avec une ambition beaucoup plus exigeante que le versement aveugle d'une allocation par virement bancaire. Il en va de l'équilibre de notre modèle. Il en va aussi et surtout de la dignité des plus vulnérables que l'on ne doit pas laisser s'enfermer dans l'assistantat. **Reconnaître qu'une personne a des droits et des devoirs, c'est la considérer et c'est reconnaître ses capacités**.

## **1. Une différence plus importante entre les revenus du travail et les revenus de l'assistance.**

Nous voulons **créer une différence plus importante** entre les revenus du travail et les revenus de l'assistance, pour valoriser le travail et éviter d'enfermer nos concitoyens dans le piège de la pauvreté.

- **Nous voulons fusionner la Prime pour l'Emploi et le RSA activité qui ont le même objectif.**
- **Les Français qui travaillent, doivent avoir un revenu meilleur que ceux qui bénéficient des minima sociaux. Nous souhaitons que, pour les bénéficiaires du RSA socle, le cumul de revenus sociaux issus notamment des droits connexes et tarifs mis en place par les collectivités locales, ne dépassent pas 75% du SMIC. Ce cumul s'entend hors prestations familiales.**
- **Nous voulons rendre les allocations chômage dégressives dans le temps, dès lors que le taux de chômage commencera à diminuer.**

## **2. Un accompagnement vers l'emploi**

- **A travers le développement des contrats d'insertion, nous voulons inciter chaque bénéficiaire du RSA à reprendre une activité. La solidarité nationale ne peut pas s'appliquer pour celui qui refuse de travailler alors qu'il en a la capacité et peut gagner davantage.**

## **3. Une lutte renforcée contre la fraude**

- **Nous voulons créer un « FBI » de la lutte contre les fraudes fiscales et sociales, corps d'inspecteurs des contrôleurs, rattachés à la délégation nationale à la lutte contre la fraude, qui aurait compétence sur toutes les fraudes sociales et fiscales.**
- **Nous voulons créer une carte sociale sécurisée.** Sur le modèle de la Carte Vitale, chaque citoyen devient titulaire d'une carte sociale biométrique et d'un numéro unique d'enregistrement. Cette carte regroupe les informations ouvrant des droits (Etat civil, situation familiale et professionnelle, etc.). Elle permet à son titulaire de percevoir des prestations et de les faire évoluer en cas de changement de situation. Elle limite la fraude en supprimant les possibilités de versement de pensions incompatibles et en facilitant les contrôles et les rapprochements de données avec l'administration fiscale et Pôle emploi.
- **Nous voulons la création d'un fichier national des fraudeurs sociaux,** pour lutter contre la récidive et aggraver progressivement les sanctions.